

# LE TEMPS

---

**sauvetage** Jeudi 20 octobre 2011

## Le couple franco-allemand contraint de s'entendre d'ici à samedi pour sauver l'euro

Par Richard Werly bruxelles

### Francfort: Nicolas Sarkozy et Angela Merkel contraints de s'entendre d'ici à samedi pour sauver l'euro L'Europe devra s'entendre sur la taille et le mode d'action du nouveau fonds de soutien européen

La France et l'Allemagne parviendront-elles, lors du sommet européen de dimanche, à accoucher du «bazooka» financier souhaité par le premier ministre britannique David Cameron pour rassurer les marchés?

La volonté, à Paris comme à Berlin, semble en tout cas être au rendez-vous. Présents tous deux à Francfort mercredi soir pour l'hommage rendu au gouverneur de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet – qui achèvera son mandat le 31 octobre et sera remplacé par l'Italien Mario Draghi – Nicolas Sarkozy et Angela Merkel devaient tenter de s'entendre lors d'une «réunion informelle de préparation» sur la meilleure façon d'accroître la puissance de feu du Fonds de secours financier européen (EFSF). Selon le quotidien The Guardian, un accord serait déjà acquis pour porter l'actuelle capacité d'emprunt de l'EFSF, plafonnée à 440 milliards d'euros, à 2000 milliards. Des informations non confirmées à Bruxelles où le chiffre de 1000 milliards est plus souvent évoqué.

Pièce maîtresse pour le sauvetage des pays de la zone euro en difficulté et possible prêteur de dernier ressort pour permettre aux Etats de recapitaliser leurs banques présentant des «risques systémiques», l'EFSF avait déjà fait l'objet d'un renforcement lors du précédent sommet de la zone euro, le 21 juillet. Un renforcement validé depuis lors, non sans difficulté, par les parlements des 17 pays dotés de la monnaie unique, actionnaires du Fonds. Au point de provoquer la semaine dernière la chute du gouvernement en Slovaquie.

L'EFSF, que Nicolas Sarkozy qualifie depuis le mois de juillet de «Fonds monétaire européen», est logiquement au cœur du débat franco-allemand, car son intervention et les modalités de son financement sont aujourd'hui les preuves concrètes de la solidarité financière au sein de la zone euro. «L'EFSF est à la croisée des trois défis majeurs: celui de la dette grecque, celui des banques et celui d'une gouvernance crédible de la monnaie unique, confirme l'ancien commissaire européen Yves-Thibaut De Silguy. Il est par conséquent logique que Paris et Berlin négocient d'arrache-pied sur ce sujet.» D'autant que derrière la France et l'Allemagne se profilent les deux Europe: les pays vertueux du Nord et les pays vulnérables du Sud. «Le débat ne se résume pas au face-à-face Merkel-Sarkozy, explique un ancien expert de la Commission. Il y a aussi entre eux le fossé qui divise l'UE et il est dur à surmonter.»

Conséquence: deux formules sont sur la table pour renforcer l'EFSF. La formule préférée par Berlin – proposée par l'assureur allemand Allianz – consisterait à faire garantir par le Fonds une partie des pertes possibles (entre 20 et 40%) pour les détenteurs d'obligations souveraines des Etats en difficulté. Cela se rapprocherait de la mutualisation partielle des dettes envisagée par les partisans de futures euro-obligations, sans instituer pour autant une «Union de transfert» dont l'Allemagne ne veut pas.

L'EFSF rassurerait ainsi les marchés sans avoir à emprunter. Il deviendrait un «assureur en chef» de la zone euro.

La seconde formule, préférée par la France et plus proche du «bazooka», consiste à transformer l'EFSF en banque, pour lui permettre de se financer auprès de la Banque centrale européenne (BCE).

Avantage: la liquidité du Fonds serait garantie par la BCE et donc en théorie illimitée. Ecueil majeur: l'Allemagne, hostile, ne pourra l'accepter qu'en échange de très grosses contreparties sur la surveillance communautaire des budgets nationaux. Avec le risque que la France, en période électorale, ne respecte pas son «contrat»...

Le compromis? «Il devra, pour fonctionner, être clair et être perçu comme une solution à long terme», prévient-on du côté de la Commission. L'Allemagne et la France devraient donc aussi se prononcer pour une entrée en vigueur dès 2012 du Mécanisme de stabilité, le Fonds européen permanent qui devait être créé en 2013, dont les statuts font toujours l'objet de négociations.

**LE TEMPS** © 2011 Le Temps SA